

« La lettre des évêques » : une étude sur les réactions polonaises à l'Ostpolitik de la RFA

André Liebich

Volume 6, numéro 4, 1975

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700607ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700607ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Liebich, A. (1975). « La lettre des évêques » : une étude sur les réactions polonaises à l'Ostpolitik de la RFA. *Études internationales*, 6(4), 501–528. <https://doi.org/10.7202/700607ar>

« LA LETTRE DES ÉVÊQUES » :
UNE ÉTUDE SUR LES RÉACTIONS POLONAISES À
L'« OSTPOLITIK » DE LA RFA *

André LIEBICH **

INTRODUCTION

Les péripéties de l'*Ostpolitik* semblent appartenir au passé et pourtant la question de la signification de cette politique d'ouverture mutuelle demeure toujours à reposer. Si les responsables s'accordent pour dire que le problème de la réconciliation dépasse le cadre formel des accords conclus et réside dans l'acceptation générale des principes de ces accords tant en Allemagne fédérale que dans les pays de l'Est, les étudiants de l'*Ostpolitik* prêtent peu d'attention aux facteurs non gouvernementaux qui influent sur le succès ou l'échec ultime de cette politique¹. Cette carence est d'autant plus marquée quand il s'agit d'expliquer les positions des pays socialistes « visés » par l'*Ostpolitik*, ces pays étant conçus d'abord comme des « récepteurs » passifs et ensuite comme des « émetteurs » monolithiques à un défi purement externe². Ainsi, si nous avons peu de travaux sur les intérêts économiques et les organismes sociaux en Allemagne fédérale qui ont influencé le cours de l'*Ostpolitik*, nous possédons encore

* Nous sommes reconnaissants envers le Centre interuniversitaire des études européennes à Montréal qui a subventionné cette recherche. Une première version de cette étude a été présentée dans le cadre du Séminaire d'analyse de politique étrangère organisé par le CQRI, le 15 mars 1975, et au III^e congrès de l'Institut polonais des arts et des sciences, le 17 mai 1975.

** Professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal.

1. Les analyses principales ne s'éloignent pas de l'examen des politiques officielles ou, tout au plus, des plates-formes de parti. Voir, par exemple, Karl KAISER, *German Foreign Policy in Transition*, London; Oxford University Press, 1968; Lawrence WHETTEN, *Germany's Ostpolitik*, London, Oxford University Press, 1971; Laszlo GEORGY, *Bonn's Eastern Policy 1964-71*, Hamden, Archon Books, 1972.
2. Nous ne disposons que de deux courtes études sur la perception polonaise de l'*Ostpolitik* de la RFA pour la période qui nous intéresse : Alexander USCHAKOW, « Deutschland in der Aussenpolitik Polens », *Aussenpolitik*, 1970, pp. 470-481; Klemens KEPLICZ, « Polens Europa Vision », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, 1967, pp. 719-725.

moins d'analyses qui explorent le rôle des acteurs non gouvernementaux ayant affecté les réactions à l'*Ostpolitik* dans les pays « récepteurs³ ».

Nous tenterons de mettre en relief l'opportunité d'une recherche plus poussée sur le rôle des acteurs non gouvernementaux dans l'*Ostpolitik*, tant à l'Est qu'à l'Ouest, à travers une étude de cas de l'incident qualifié comme l'affaire de « la lettre des évêques ». Pour résumer brièvement, en novembre 1965, l'évêque polonais a adressé une lettre ouverte aux évêques allemands en les invitant à assister aux fêtes du millénaire polonais qui allaient se dérouler au cours de l'année suivante. Par son ton et par son contenu la lettre semblait préparer la voie d'une réconciliation entre la nation polonaise et allemande, d'autant plus que la réponse allemande était également accommodante. Pourtant, le résultat immédiat de cet échange fut un débat public soutenu qui a opposé État, Église et société et qui, à moyen terme, et pour des raisons strictement internes, a retardé le processus d'ouverture mutuelle déjà engagé au niveau officiel. Dans la présente étude, nous nous bornerons à suivre le déroulement de cette affaire du côté polonais et à dégager les facteurs qui ont contribué à l'échec de l'initiative des évêques en laissant pour un travail subséquent l'analyse de la réaction allemande à ce même incident⁴.

I — ÉGLISE ET ÉTAT EN POLOGNE

Tout commentaire sur la Pologne contemporaine s'arrête avec incrédulité devant la présence massive et pénétrante de l'Église catholique dans la vie nationale. Les statistiques sont éloquentes : plus de 60 évêques, 18 000 prêtres, et 30 000 autres religieux et religieuses pour une population de 33 millions, majoritairement catholique et plus pratiquante que n'importe quel autre peuple dit catholique. Les fidèles et la hiérarchie disposent de moyens matériels considérables : 10 000 églises et chapelles ; 70 séminaires avec plusieurs milliers de futurs religieux ; 14 maisons d'édition qui publient une moyenne de 200 livres

3. L'aspect économique de l'*Ostpolitik* semble avoir suscité plus d'intérêt, ayant inspiré des articles de journaux et au moins une thèse doctorale : Robert W. DEAN, *The Politics of West German Trade with the Soviet Bloc 1954-68*, Denver Ph.D., dans *Dissertation Abstracts* 32(1971) : 2769-A.

4. Pour les documents les plus pertinents à cette affaire voir : « À propos du millénaire de la nation polonaise : le régime et la hiérarchie catholique », *La Documentation Française*, n° 0.1798, série articles et documents, pp. 3-25 ; *Dialog Polsko-Niemiecki w Swietle Dokumentow Koscielnych*, Paris, Instytut Literacki, 1966 ; *German Polish Dialogue (Letters of the Polish and German Bishops)*, Bonn, 1966.

Pour une discussion de l'affaire, voir un article qui lui-même constitue une contribution à l'incident : Christoph VON IMHOFF, « Ein Dialog zwischen Deutschen und Polen », *Aussenpolitik*, 1966, pp. 100-109. La meilleure analyse est celle d'un journaliste allemand qui a écrit fréquemment sur les relations entre l'État et l'Église en Pologne et qui a suivi cette affaire de près : Hansjakob STEHLE, « Im Jahr nach dem Millenium », *Wort und Wahrheit*, 1967, pp. 263-282. Nous nous appuyons sur cette étude dans la mesure où certaines de nos conclusions coïncident avec celles de Stehle.

par an en 4 000 000 de copies et plus de 50 périodiques tirés à quelque 600 000 exemplaires. Phénomène sans précédent parmi les pays socialistes, la Pologne possède une université catholique. Le revenu annuel de l'Église, constitué largement des dons volontaires, est estimé à plus de \$85 000 000 de dollars. En somme, l'Église jouit des facilités de propagande considérables et même d'une exemption partielle de la censure – les sermons n'étant pas soumis au censeur – ainsi que d'une indépendance financière réelle⁵.

À ces ressources impressionnantes s'ajoute un capital encore plus précieux quoique moins tangible. L'Église et la Nation se confondent à tel point dans la conscience polonaise que leurs divergences historiques s'estompent devant le souvenir d'une participation commune aux luttes pour la sauvegarde de la nation ; en fait, le comportement de l'Église pendant la Deuxième Guerre n'est que la confirmation la plus récente de son caractère patriotique. Depuis 1948, l'incarnation de cette symbiose entre Polonais et catholiques se retrouve dans la personne du cardinal primat de Pologne, Stefan Wyszyński. Issu d'une famille paysanne, Wyszyński possède la foi et la théologie propre à ce milieu : piétisme, marianisme et traditionalisme qui rendent sa religion concrète et compréhensible⁶. Politiquement, Wyszyński a une conception très large du rôle de l'Église en Pologne et du statut de son chef. Les discours du cardinal, qui remettent souvent en question en des termes à peine voilés la légitimité du régime actuel, se font l'écho des critiques les plus virulentes contre les politiques gouvernementales. Les allusions à « l'esclavage » reviennent par ailleurs souvent, et on y trouve des comparaisons insidieuses tel que le rapprochement entre la loi sur

-
5. Les statistiques citées ici sont confirmées par plusieurs sources indépendantes : H. SWIATKOWSKI, *Wyznaniowe Prawo Państwowe*, Varsovie 1962 ; STEHLE, *op. cit.* et *The Independent Satellite: Society and Politics in Poland since 1945*, New York, Praeger, 1965 ; Stanislaw STARON, « State Church Relations in Poland », *World Politics*, 1969, pp. 575–601. Depuis que l'annuaire statistique a inclu les données sur la religion en 1967, le seul point litigieux semble être le pourcentage de catholiques nominaux et pratiquants. Selon une étude de l'Académie des sciences le nombre de pratiquants se chiffre entre 28% et 40% dans les vieux quartiers ouvriers et de 60% à 84% dans les campagnes. Les chiffres correspondants de l'Église sont supérieurs de 10% à 15%.
6. Au sujet de l'idéologie du cardinal Wyszyński, voir Wilfred DAIM, *Le Vatican et les pays de l'Est*, Paris, Fayard, 1971, pp. 100–105. Daim cite un bon nombre d'analogies chères au cardinal telle que celle entre la Pologne assiégée au XVII^e siècle et sauvée par l'intervention de la Sainte Vierge et la Pologne contemporaine, également assiégée, et susceptible d'être sauvée si Marie est proclamée Reine de l'Église. Voir aussi Jan NOWAK, « Strategia Prymasa », *Na Antenie* supplément aux *Wiadomosci*, 30 janvier 1966, dans A. WALICKI et M. CZERSKI, *Dialog Episkopatow Polski i Niemiec*, Londres, Zwiasek Dziennikarzy, p. 98. Nowak répudie la plupart des accusations contre le cardinal – intolérance, trop d'attachement aux rites extérieurs... –, et prétend que ces accusations furent formulées à l'intérieur du Bureau pour les affaires confessionnelles. Il reconnaît, toutefois, que certains membres de la hiérarchie catholique se sont plaints du caractère superficiel de la religiosité en Pologne et des horizons étroits du catholicisme polonais.

l'avortement et les conditions dans les camps de concentration nazis⁷. Et pourtant, en 1950, Wyszynski était le premier évêque en Europe de l'Est à signer un accord avec un régime socialiste, prenant ainsi le risque d'être condamné par le Vatican⁸. Depuis 1956, il est l'interlocuteur privilégié de l'État avec lequel il négocie presque sur un pied d'égalité et il est reconnu, au moins implicitement par les autorités publiques, comme le principal porte-parole de la société⁹. On serait tenté de comparer ses positions doctrinales et politiques à celles de cet autre patriarche conservateur, le cardinal Mindszenty. Il importe de souligner que si Wyszynski est plus sage ou tout simplement plus rusé que son feu homologue hongrois, il est surtout infiniment plus puissant.

Face à ces réalités, la politique du régime socialiste envers l'Église s'est toujours distinguée par une grande prudence. Se trouvant dans l'impossibilité d'extirper le catholicisme comme force politique et sociale, le régime a essayé à différents moments de l'affaiblir ou de le coopter. Avant « l'Octobre polonais de 1956 », cette double politique peut être trouvée dans la tentative de diviser les échelons supérieurs et inférieurs du clergé par la mise sur pied d'un mouvement de prêtres progressistes, et dans la création d'une organisation de laïques catholiques progressistes, le *Pax*¹⁰. Les contradictions de cette période sont reflétées dans le sort qu'a connu l'accord de 1950 qui, loin d'inaugurer une coexistence entre État et Église, est resté lettre morte à cause des répressions brutales qui l'ont suivi, et dont l'une des manifestations les plus évidentes a été l'arrestation du cardinal Wyszynski lui-même. Ce ne sont que les événements de 1956, double victoire du communiste national Gomulka et de Wyszynski, qui ont posé les bases d'un *modus vivendi*. Depuis lors, l'accord renouvelé de 1950 et une commission mixte régissent les relations entre État et Église. De plus, le catholicisme est assuré d'une reconnaissance et d'un forum politique par

7. DAIM, *op. cit.*, p. 95 ; voir aussi *le Monde*, 3 novembre 1965 : « Le journal des jeunes communistes qualifie les évêques de démagogues », où le cardinal est cité comme ayant dit au cours d'un sermon « Jusqu'à quand aurons-nous à travailler pour qu'un citoyen devienne véritablement un citoyen dans son pays et non un esclave ? ».

8. L'archevêque Beran de Prague semblait favoriser un arrangement avec les communistes en 1948 mais son initiative fut répudiée par le Vatican. Voir DAIM, *op. cit.*, pp. 83-85.

9. L'affirmation de DAIM, *op. cit.*, p. 87, selon laquelle le cardinal aurait accepté de coopérer avec le régime en 1956, précisément à cause du danger allemand, nous semble non fondée. Jean-Paul STEPNIK « dans Les relations entre l'Église et l'État polonais dans la nouvelle situation internationale », *Politique Étrangère*, 1974, pp. 539-560, donne une illustration frappante du statut auquel le cardinal prétend ; lors de la visite du Général de Gaulle en Pologne, Wyszynski a refusé de voir le président français avant que celui-ci ne lui rende visite en tant que représentant véritable de la nation.

10. Pour une description et analyse du *Pax*, voir Adam BROMKE, *Poland's Politics : Idealism vs. Realism*, Cambridge, Harvard University Press, 1967, chap. XI. Pour des statistiques intéressantes sur le *Pax*, voir l'article cité de Stepnik, et pour un résumé axé spécifiquement sur les événements qui nous concernent, voir l'article de Geoffrey MOORHOUSE, *The Guardian*, 2 et 3 mars 1966 et reproduit dans la *Documentation Française*, numéro cité, pp. 4-6.

la présence d'une poignée de députés catholiques à l'Assemblée nationale. Ils représentent non seulement le *Pax*, répudié formellement par Wyszynski et généralement considéré comme un instrument servile du régime, mais également les organisations catholiques telles que le *Znak*, très indépendant vis-à-vis du régime et jouissant de l'appui du primat ¹¹.

En dépit des tracasseries perpétuelles sur les questions d'enseignement religieux, l'aumônerie militaire et l'imposition fiscale, l'État et l'Église n'accusent pas de divergence fondamentale en tout ce qui a trait à la politique étrangère ¹². Cette entente tacite fait curieusement penser à la politique d'équilibre entre les principes d'autonomie polonaise et d'hégémonie soviétique, issue des événements de 1956. Comme dans ce dernier cas, l'entente est observée le plus strictement dans des questions aussi délicates que celles des relations avec le voisin allemand. D'ailleurs, le caractère patriotique de l'Église et les avantages réels qu'elle a recueillis à la suite de l'absorption des terres au-delà de l'Oder-Neisse l'assurent d'un appui solide face à son ralliement à la politique pratiquée par son pays vis-à-vis de l'Allemagne. Il est permis cependant de se demander si les conditions de méfiance mutuelle qui sont à la base de cette entente entre l'État et l'Église ne sont pas l'une des causes de la rigidité de la position polonaise, et de l'impassibilité avec laquelle les initiatives de Bonn sont accueillies.

Dans l'immédiate période précédant l'incident de la « Lettre des évêques », les relations entre l'Église et l'État étaient changeantes. Klisko, l'un des plus proches collaborateurs de Gomulka et responsable idéologique au bureau politique, avait secrètement rencontré l'évêque Wojtyla de Cracovie, et l'État s'était

11. Voir BROMKE, *op. cit.*, chap. XII. Un membre du *Znak*, le député Zawieyski, président du Club des intellectuels catholiques, a même siégé au Conseil d'État de 1957-1968. Gomulka a expliqué la logique de l'intégration des catholiques dans les structures politiques dans un discours au III^e « plenum » du Comité central en mars 1965 : « Le front d'unité nationale a une place permanente pour des gens qui ne sont pas du parti, qui sont guidés par le patriotisme et un sens du devoir civique, et qui veulent servir leur pays dans la construction du socialisme irrespectivement de leurs croyances religieuses ou leur passé politique... Il a une place pour les regroupements sociaux et politiques des catholiques laïques, non pas en tant que représentants de tous les adhérents de la religion catholique mais en tant que représentants des milieux dont la vision chrétienne inspire une attitude positive envers le pouvoir populaire... » dans Radio Free Europe, *Survey Report ; Poland*, 18 mars 1965.

12. Voir *Le Monde*, 13 avril 1965 : « Le cardinal Wyszynski condamne les activités d'un groupe de personnes qui dispose de la force » où on cite le cardinal comme disant « malheureusement, à l'heure actuelle on applique des programmes contre nos enfants à l'école, dans les lycées, dans l'armée où l'on exploite la discipline pour développer une activité athéiste ouverte pour lutter contre la foi et contre la paix de l'âme ». Radio Free Europe (*Survey Report, Poland*, 29 mars 1965) cite une lettre pastorale de cette période qui s'oppose à « la division artificielle de la nation en croyants et non-croyants ».

déclaré prêt à faire certaines concessions¹³. Toutefois, la commission mixte ne s'était pas réunie, et des deux côtés, on attendait avec une certaine impatience les fêtes du millénaire de la Pologne qui allaient se dérouler l'année suivante et dont le caractère religieux ou séculaire était contesté. Pendant la campagne électorale de 1965, le premier secrétaire n'avait pas manqué d'exprimer des doutes d'une façon indirecte au sujet du patriotisme du primat. Il cita, en effet, l'exemple de l'épiscopat tchécoslovaque qui avait fait diffuser une lettre pastorale à l'occasion du XX^e anniversaire de la défaite du fascisme et de la libération par l'Armée rouge, tout en se demandant quelles raisons cachées empêchaient les évêques de faire un geste semblable...¹⁴

En ce qui a trait à la question des frontières et des relations avec l'Allemagne fédérale, toutefois, l'unanimité semblait prévaloir. Lors de la célébration à Wrocław en septembre 1965 du XX^e anniversaire du « retour de l'Église dans les terres occidentales polonaises » le cardinal Wyszynski a affirmé : « nous avons été ici, nous y sommes et nous y resterons... même les pierres (à Wrocław) parlent polonais !¹⁵ » La presse polonaise a noté ce discours avec approbation ; certains journaux dont *Za Wolnosc i Lud*, organe de l'Association des anciens combattants (ZBOWID) et fief du ministre de l'Intérieur, Mieczyslaw Moczar, l'ont commenté longuement et avec enthousiasme¹⁶. La presse n'a pas relevé de divergences d'opinions fondamentales entre le discours du cardinal et celui de l'archevêque Kominek de Wrocław. Ce dernier, s'il insista également sur l'inviolabilité des frontières actuelles, ne fit nullement appel, pour les justifier, à des notions pseudo-historiques, mais argua tout simplement que ces terres acquises en 1945 étaient une nécessité vitale pour la nation polonaise¹⁷. Aucun

-
13. Radio Free Europe, *Survey Report, Poland*, 27 septembre 1965 affirme que cette rencontre secrète a abouti à deux concessions gouvernementales : l'allocation de papier pour *Tygodnik Powszechny*, hebdomadaire des intellectuels catholiques, était augmentée permettant que le tirage soit porté de 30 000 à 50 000 – niveau qu'il avait maintenu avant les représsailles imposées en 1964 à cause d'une lettre de protestation de trente-quatre intellectuels ; puis le gouvernement a consenti que les évêques aillent à Rome pour la dernière session du Concile.
14. Wladyslaw GOMULKA, « Program wyborczy FJN wyraża najżywotniejsze interesy narodu » (discours à l'occasion d'une rencontre avec les électeurs de Prague donné le 25 mai 1965), dans GOMULKA, *O Problemie Niemieckim*, Varsovie : 1968, pp. 391–393. Ce recueil de textes du premier secrétaire contient toutes ces déclarations majeures au sujet de l'Allemagne.
15. DAIM, *op. cit.*, p. 96 et STEHLE, « Im Jahr... », p. 266.
16. *Le Monde*, 22 septembre 1965, cite *Zycie Warszawy* qui félicite l'épiscopat pour son attachement à l'Oder-Neisse. *Za Wolnosc i Lud*, 16–31 octobre 1965, a surtout commenté en citant la presse révisionniste ouest-allemande, en ménageant ses compliments à l'endroit de l'Église et en soulignant une fois de plus le danger allemand.
17. L'attitude de Kominek était à la fois patriotique et conciliatrice envers les Allemands. C'est son attachement aux terres de l'Oder-Neisse qui lui a valu au début de 1965 d'être élu au Conseil de la Société pour le développement des territoires occidentaux devenant ainsi le premier haut ecclésiastique polonais à accéder à cette distinction. À la suite des célébrations de Wrocław, Kominek a déclaré à la radio : « Nous souhaitons sincèrement que la réalité polonaise des territoires occidentaux unira non pas

des partis concernés ne tint à souligner la différence d'interprétation entre ces deux discours et préféra ne retenir de Wroclaw que la seule impression de patriotisme fervent.

II – L'EDK ET L'OSTPOLITIK

L'opinion publique ouest-allemande a vu les célébrations de Wroclaw sous la même lumière. La presse s'est attaquée au chauvinisme polonais et l'épiscopat allemand a déploré le sort difficile de l'Église en Pologne laissant ainsi entendre que le discours de Wyszynski et de Kominek n'exprimaient pas un courant d'opinions librement choisies¹⁸. L'opinion publique allemande était particulièrement sensible au moindre écho venant de l'Est, puisque la campagne électorale battait son plein à la même époque. Bien que la CDU eût adopté le mot d'ordre « pas d'expérimentation ; » et que les trois partis majeurs se fussent montrés réticents à aborder dans leurs débats les questions de la réunification et des relations avec l'Est, il se révéla vite qu'il était impossible de ne pas toucher au sujet. En effet, quelques jours après les célébrations de Wroclaw, le premier ministre polonais Cyrankiewicz, en visite à Paris, fit allusion à la reconnaissance française de la frontière Oder-Neisse, ce qui provoqua une protestation de Bonn et obligea ainsi les partis allemands à se prononcer¹⁹. Ils se replièrent tous derrière une position intransigeante, refusant de dévier de la ligne légaliste et inflexible qu'avaient constituée la *Deutschlandpolitik* et l'*Ostpolitik* de la RFA depuis sa création.

C'est au cours de cette même campagne électorale que l'Église évangélique allemande (EKD) publia un document intitulé, *Mémorandum sur la position des expulsés dans une Allemagne divisée et les relations du peuple allemand avec*

seulement tous les membres de notre nation mais qu'elle préparera un chemin vers une entente et une amitié avec nos voisins, particulièrement ceux qui ont perdu ces terres par les événements de guerre dont nous ne sommes pas responsables.» (Radio Free Europe, *Survey Report ; Poland*, 4 février 1965 et 27 septembre 1965) Kominek est cité plusieurs fois dans les documents ecclésiastiques allemands faisant partie de l'incident que nous examinons.

18. Pour reprendre les commentaires cités dans *Wolnosc i Lud*, numéro cité, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a été surprise de « la verve avec laquelle le primat de Pologne entouré de l'ensemble des évêques polonais, une fois de plus a fait siens revendications (pour les terres de l'Oder-Neisse – AL) et arguments dont il s'est servi ». Le cardinal Döpfner, primat d'Allemagne, fut cité dans *Die Welt* comme ayant parlé du « goût douteux de la démonstration des compétences nationales et des prétentions politiques de l'épiscopat polonais ». Dans le *Tagesspiegel*, il fut cité comme ayant demandé de faire preuve de « compréhension pour la très difficile situation de l'Église catholique et surtout pour les évêques dans les territoires orientaux de l'Allemagne qui se trouvent sous administration polonaise (i.e. Kominek – AL) ».
19. Voir *Le Monde*, 15 septembre 1965 : « Après les déclarations de M. Cyrankiewicz sur la frontière Oder-Neisse, le gouvernement fédéral et l'opposition font assaut d'irritation » ; 16 septembre 1965 : « L'exploitation électorale des déclarations de Cyrankiewicz se poursuit ; 17 septembre 1965 : « À l'issue de la visite de M. Cyrankiewicz ». Voir aussi KAISER, *op. cit.*, p. 106.

*ses voisins à l'Est*²⁰. Après avoir fait le bilan de l'intégration imparfaite des expulsés en République fédérale, le document se prononça sur la question de l'Oder-Neisse dans un esprit radicalement nouveau. Non contente de réclamer une plus grande flexibilité vis-à-vis de la Pologne, l'Église évangélique allemande alla jusqu'à préconiser la reconnaissance des frontières, sinon dans un avenir immédiat, du moins avant la constitution d'une Allemagne unifiée. Pour étayer cette thèse, elle remit en question le caractère absolu du *Heimatrecht*, c'est-à-dire le droit à la terre natale conçu comme droit fondamental chez les expulsés. Elle accepta de plus, certains arguments polonais qui faisaient appel à la justice d'un châtement pour la Deuxième Guerre, et reconnut l'importance vitale de cette frontière pour la Pologne. En somme, le *mémorandum* constituait la volte-face des notions politiques reçues, élargissant ainsi du même coup les termes mêmes du débat autour de l'avenir de l'Allemagne et créant une solution de rechange à la politique existante vis-à-vis de la Pologne.

Il est difficile de savoir si les raisons à l'origine de ce *mémorandum* relevaient principalement d'une conjoncture internationale de plus en plus défavorable aux revendications de Bonn ou de considérations de principes chrétiens de réconciliation. Quels que soient les éléments de réalisme ou de moralisme qui l'aient inspiré le *mémorandum* fut le fruit d'un réflexe profond d'un groupe de protestants influents au sein de la Chambre pour la responsabilité publique de la EKD²¹.

Si l'on exclut l'intention des auteurs d'élargir l'éventail des choix dont disposerait le futur gouvernement il est clair que les auteurs du *mémorandum* étaient conscients qu'en posant certaines questions taboues ils choqueraient profondément l'opinion publique allemande. Le choc thérapeutique n'était sans doute pas absent dans leur esprit, mais ils ne pouvaient en aucune façon prévoir les réactions qui allaient par la suite déferler dans la presse²². Notons toutefois que

20. Le texte du *mémorandum* est reproduit intégralement dans *Dialog Polsko-Niemiecki*, *op. cit.* ; la traduction française des deux derniers chapitres se trouve dans *Documents, revue des questions allemandes*, janvier-février 1966. Le document fut reproduit par l'EKD comme brochure séparée.

21. Le *mémorandum* avait été précédé en 1962 par une lettre d'un groupe de notables protestants qui demandaient la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse. Il est peut être significatif qu'un des signataires de cette première lettre et des co-auteurs du *mémorandum*, Klaus von Bismarck, directeur de la Westdeutsche Rundfunk, ait présidé une délégation ouest-allemande en Pologne au mois de mai 1965. Voir Radio Free Europe, *Survey Report : Poland*, 25 mai 1965 et *Le Monde*, 17-18 octobre 1965, article par P. J. F. (FRANCASCHINI) : « Dans un mémorandum traitant des relations avec l'Est, l'Église évangélique allemande demande un dialogue sur les questions territoriales ».

22. Parmi les vives réactions en faveur du *mémorandum*, Wilhelm Simpfendorfer, président de la CDU pour le Wurtemberg-Nord, et Eric Blumenfeld, ex-député et vieux militant de la CDU, ont démissionné pour démontrer leur désenchantement avec la politique « lâche » de leur parti et son refus de reconnaître les réalités. D'autre part, Reinhard Wester, évêque évangélique pour les réfugiés, a démissionné pour protester contre le *mémorandum*. Pour un jugement critique sur le *mémorandum*, voir, par exemple, Berndt CONRAD, *Die Welt*, 19 octobre 1965 ; pour une défense par un de ses auteurs et président de la Chambre pour la responsabilité publique, Ludwig Raiser,

les politiques s'abstinrent de tout commentaire sérieux, le silence et les réponses évasives traduisant leur déchirement. Ce n'est qu'un mois plus tard que le gouvernement fédéral publia à nouveau la déclaration de Gradl de septembre 1964 en guise de réponse au *mémorandum* ; cette déclaration réitérait la position classique de la RFA ²³.

La presse polonaise suivit avec intérêt le grand débat autour de ce *mémorandum*. Dans les premiers moments, on fit preuve d'une certaine réserve, mais au fur et à mesure que des voix hostiles se levèrent en Allemagne contre les principes défendus dans le *mémorandum*, la presse polonaise adopta une attitude de plus en plus accueillante. *Trybuna Ludu*, le quotidien du parti, fut des plus approbateurs et le premier à réagir positivement. Des journaux aussi distants idéologiquement que la *Trybuna Ludu*, et le *Tygodnik Powszechny*, organe des intellectuels catholiques du *Znak*, exprimèrent exactement le même avis. La presse toute entière s'accordait pour féliciter les auteurs du *mémorandum* tout en regrettant qu'ils fussent le lot d'une minorité progressiste en RFA ²⁴.

Il n'y a pas lieu de s'étonner que l'État polonais ne se soit pas prononcé officiellement sur le *mémorandum* et qu'il ait atténué la portée même de son approbation officieuse en reproduisant des commentaires sévères de la presse est-alle-

voir « Das sagt man doch als guter Deutscher nicht », *Der Spiegel*, 17 novembre 1965. Pour une évaluation étrangère : P. J. F. « En Allemagne de l'Ouest les tenants de l'irrédentisme ont la partie la plus difficile », dans *Le Monde*, 3 novembre 1965. Le débat a continué jusqu'au printemps 1966 et un bon nombre de contributions ont été recueillies dans Reinhard HENKYS (éd.), *Deutschland und die östlichen Nachbarn ; Beiträge zu einer evangelischen Denkschrift*, Berlin-Stuttgart, Kreuz Verlag, 1966.

23. Dans sa déclaration, Gradl disait que « la ligne Oder-Neisse dessine tout simplement la ligne de démarcation entre la zone d'occupation soviétique et les territoires allemands temporairement sous administration polonaise ». Le commentaire le plus intransigeant d'un homme politique est venu d'un député de l'opposition (SPD), le président du *Bund der Vertriebenen*, Wenzel Jacksch. Voir son entrevue dans le *Spiegel*, 27 octobre 1965 sous le titre « Polen aus Schlesien nach Frankreich ? »
24. Le premier article était de M. Podkowinski, correspondant permanent à Bonn, dans *Trybuna Ludu*, 18 octobre 1965 sous le titre : « RFA : Le synode évangélique appelle au bon sens » et souligne que le *mémorandum* mine les arguments des réfugiés. *Zycie Warszawy* (19 octobre 1965), « Mémorandum de l'Église évangélique et un blâme sévère aux révisionnistes de la RFA », s'est attaché dès ce premier article aux thèmes les plus fréquents dans les commentaires polonais : les attaques sur les auteurs courageux du *mémorandum* et sa répudiation par les cercles dirigeants.

Tygodnik Powszechny (24 octobre 1965), dans un article de son rédacteur en chef, consacré à la clôture de Vatican II, s'est détourné de son sujet pour commenter longuement le *mémorandum* en concluant : « Est-ce qu'il faut ajouter avec quels sentiments nous accepterions un acte similaire s'il venait aussi de la part de l'épiscopat catholique allemand ? »

mande. Toutefois, n'est-il pas surprenant de constater, que l'épiscopat catholique polonais n'ait pas pris une position très nette à l'égard du *mémorandum*²⁵. Le caractère ambigu des réactions de l'Église s'explique par une divergence entre l'attitude de Kominek, qui avait été cité dans le document et dont les positions connues se rapprochaient du raisonnement de l'EKD, et Wyszynski, infiniment plus circonspect à l'égard d'une initiative venant aussi brusquement de la part du protestantisme ouest-allemand. On peut conclure que c'est à titre de mesure de compromis que Wyszynski a envoyé un message de remerciements pour les sentiments exprimés dans le *mémorandum*, message qu'il communiqua au primat catholique d'Allemagne²⁶.

III – LE VATICAN ET L' « OSTPOLITIK »

C'est le Vatican qui s'est montré le plus sensible aux implications du document de la EKD. Depuis le pontificat de Jean XXIII, le Saint-Siège cherchait à traduire l'esprit de Vatican II en des termes politiques et à tirer les conclusions qui s'imposaient de la permanence apparente des régimes socialistes. La nouvelle politique qui se dégageait reposait sur le principe de la coexistence avec le socialisme et des relations normales avec les pays concernés dans le double but d'éviter l'isolement de l'Église à l'Est et de promouvoir la détente en Europe. Cette réorientation était d'autant plus lente et difficile qu'elle coïncidait avec une fermentation intense à l'intérieur de l'Église et qu'elle représentait un renversement de la politique de non-reconnaissance et de condamnation idéologique à laquelle le Vatican s'était tenu tout au cours de la guerre froide²⁷.

L'hypothèque du passé était particulièrement lourde dans le cas de la Pologne. Pendant la guerre, le Vatican avait nommé des administrateurs épiscopaux allemands dans certains districts polonais en violant les termes du concordat. Pourtant, Rome a refusé de nommer une administration ecclésiastique polonaise de caractère permanent dans les provinces de l'Oder-Neisse en préservant la

25. *Trybuna Ludu*, 11 novembre 1965 : « Un commentaire de *Neues Deutschland* » cite le journal est-allemand comme jugeant le *mémorandum* « ambivalent dans ses énoncés ». « Mais son mérite réside dans le fait que dans une certaine mesure il tient compte de la situation réelle et permet une discussion des visées révisionnistes. » Ce commentaire est en contraste frappant avec les multiples articles positifs parus dans la *Trybuna Ludu*. Voir les numéros des 7, 8, 9, 10, 11, 15 et 24 novembre 1965.

26. Voir STEHLE, « Im Jahr nach dem Millenium », p. 266. Stehle maintient que ce sont les évêques catholiques allemands qui s'opposaient à ce que l'Église polonaise fit une réponse à l'EKD.

27. Déjà dans une allocution aux évêques polonais lors de la première session du Concile, le pape Jean XXIII avait fait un pas important vers la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse. Voir DAIM, *op. cit.*, p. 94 et surtout STEHLE, « Vatican Policy towards East Europe », *Survey*, 1966, n° 66.

fiction d'une administration à partir des frontières diocésaines d'avant-guerre et par les titulaires allemands. De plus, le Vatican avait continué d'agréer l'ambassadeur du gouvernement polonais en exil²⁸. Si on ajoute à ces facteurs la sympathie des papes successifs pour le sort et les aspirations des expulsés allemands, l'attitude de l'Église, en général, et de la hiérarchie allemande, en particulier pendant l'époque hitlérienne, on comprend plus facilement toute la distance qui sépare Rome de Varsovie en 1965²⁹.

L'espoir qu'entretenait le Vatican de « normaliser » ses relations avec la Pologne se heurtait de plus au scepticisme du cardinal Wyszynski. Tant dans les questions liturgiques ou doctrinales que dans les débats politiques, le primat s'était rallié à l'aile conservatrice du Concile œcuménique puisqu'il s'était opposé de façon ouverte aux résolutions de caractère moderniste³⁰. Même si l'on fait abstraction des réticences du cardinal contre toute innovation, il ne pouvait avoir que méfiance vis-à-vis de tout arrangement direct entre le Vatican et le régime. Sa force résidait justement dans sa représentation exclusive des intérêts du catholicisme en Pologne et, dans un moindre degré, dans le statut particulier de l'Église polonaise tout à la fois assiégée, voire même persécutée, mais pourtant puissante et autonome. Tout changement risquait d'ébranler cet équilibre au point que la perspective d'une visite papale en Pologne dont il était fortement

28. Après l'accession de Jean XXIII, l'ambassadeur du gouvernement polonais en exil accrédité sous Pie XII était désigné dans les annuaires officiels comme chargé d'affaires. Sans explication, en août 1965, la presse du Vatican l'a décrit de nouveau comme ambassadeur. Face aux accusations constantes de complicité entre Wyszynski et le gouvernement polonais en exil par son représentant au Vatican, il est intéressant de noter les rumeurs selon lesquels Wyszynski préconisait la rupture de relations entre le Vatican et le gouvernement polonais de Londres déjà en 1959. Voir Radio Free Europe, Survey Report : 19 août 1965 et DAIM, *op. cit.*

29. Pour une étude approfondie sur l'influence de cet héritage du passé dans le catholicisme allemand, voir Frederic SPOTTS, *The Churches and Politics in Germany*, Middleton : Wesleyan University Press, 1973. Encore en juin 1965, les évêques catholiques allemands avaient adressé une lettre pastorale aux réfugiés, qui a provoqué une vive protestation en Pologne, même dans les milieux catholiques. Voir *Tygodnik Powszechny*, 18 juin 1965.

30. À titre d'exemple, DAIM, *op. cit.*, p. 165, note que Wyszynski s'est refusé à introduire la liturgie en langue polonaise sous prétexte que les restrictions de papier ne permettaient pas ce changement. Selon Daim, le raisonnement du primat était que si le Concile décidait de mesures qui serviraient les intérêts du gouvernement polonais, celui-ci devrait en retour accorder quelque chose à l'Église polonaise.

Parmi les exemples du caractère réactionnaire de Wyszynski cités le plus souvent est son scepticisme envers le document *Pacem in Terris* qui, selon ses critiques, sous-estimait la division profonde entre athées et croyants. Des vues semblables au *Pacem in Terris* avaient fait partie de l'idéologie du *Pax* depuis très longtemps. Voir STARON, *op. cit.*, p. 582.

question en 1965 posait un dilemme pour le primate tout comme pour le régime³¹.

La presse polonaise, cela va de soi, comprenait parfaitement bien la situation et s'employait par ailleurs à mettre en relief ces diverses contradictions, ce qui contribuait à faire monter la tension. Le correspondant de la *Zycie Warszawy* au Vatican II avait fait l'éloge des évêques « éclairés », tout en regrettant le caractère réactionnaire des interventions de Wyszynski³². Le respect accordé au représentant auprès du Vatican du gouvernement polonais en exil avait aussi été noté avec grand détail. À la suite de l'initiative de l'Église évangélique on ne pouvait que mieux commenter et mettre en relief le contraste entre celle-ci et l'Église catholique allemande. Finalement, la réception papale d'une délégation des organisations de réfugiés allemands en novembre 1965 reçut une attention démesurée³³.

De toute évidence, la pression sur Wyszynski tant de la part du Vatican que celle de son entourage immédiat, s'est intensifiée au cours de la dernière session du Concile et après la publication du *mémoire* de la EKD. C'est ainsi que le commentateur le mieux informé explique la déclaration angoissée du cardinal, faite le 13 novembre 1965, lors de la réception par le pape de tous les évêques polonais présents au Concile³⁴. En évoquant la dure condition de l'Église en

31. DAIM, *op. cit.*, pp. 105–108 offre une explication compliquée mais plausible des péripéties reliées à la possibilité d'une visite papale en Pologne. Une telle visite devait entraîner la création de deux nouveaux cardinaux polonais pour équilibrer une situation anormale (la RFA avec le même nombre de fidèles avait quatre cardinaux ; la Pologne en avait un). Wyszynski s'était toujours opposé à cette mesure par souci de son propre statut et à cause de la situation exceptionnellement difficile de l'Église. En dépit des pressions énormes du Vatican, tel que le retard apporté à nommer cinquante nouveaux cardinaux, Wyszynski n'avait pas bronché. Le régime était partagé entre le désir d'affaiblir Wyszynski et la peur de ce renforcement du statut de certains ecclésiastiques. De plus, étant donné que les deux sièges traditionnellement occupés par les cardinaux étaient Cracovie et Breslau, il était partagé entre le désir de voir le statut polonais de ce dernier renforcé et sa réticence à un renforcement du premier, centre du catholicisme traditionnel.

32. *Trybuna Ludu*, 27 octobre 1965, « Ostatnie tygodnie soboru watykańskiego » a décrit la lutte entre gauche et droite ecclésiastique en termes généraux. *Zycie Warszawy* a donné des précisions et dans un article de I. KRASICKI, « Kardynał i Dary », 13 novembre 1965, il a décrit une cérémonie où le cardinal de Saragosse a présenté des « dons des fascistes espagnols » au cardinal Wyszynski après un discours vivement anticommuniste et en présence du représentant du gouvernement polonais en exil.

33. Voir *Le Monde*, 28 et 29 novembre 1965, B. MARGUERITTE, « La presse polonaise critique vivement Paul VI, accusé de faire bon accueil aux revanchards allemands ». *Trybuna Ludu* a consacré au moins quatre articles à cette entrevue sous des titres comme les « représentants des expulsés remercient le Vatican » (18 novembre 1965) ; « Le Pape a reçu les représentants des expulsés dans une audience spéciale » (19 novembre 1965) ; les « révisionnistes satisfaits de leur visite au Vatican » (21 novembre 1965).

34. STEHLE, « Vatican Policy towards East Europe » *op. cit.*, p. 119 et « Im Jahr... », *op. cit.*, p. 267.

Pologne, le cardinal a insisté sur la difficulté de juger la situation de loin, et la peine qu'il ressentait au moindre signe de manque de confiance ou à tout refus de compréhension. Passés sous silence par l'*Osservatore Romano*, ces propos furent publiés subséquemment par les soins du cardinal lui-même³⁵.

IV – « LA LETTRE DES ÉVÊQUES »

Le *mémorandum* de la EKD a poussé une partie de l'épiscopat polonais à donner un contenu formel et public aux conversations non officielles qui avaient lieu avec les évêques allemands tout le long du Concile. Il n'est pas clair à qui revint l'initiative de proposer un échange de lettres ouvertes ni à quel moment ce projet fut lancé. Toutefois, il semble très probable que l'impulsion est venue de Kominek et que les pourparlers touchaient déjà à leur fin le 13 novembre. D'après l'attitude générale du cardinal et l'enchaînement des événements qui allaient suivre, on peut déduire que le primat s'opposait au geste proposé et que son intervention du 13 novembre constituait une toute dernière tentative afin d'empêcher l'envoi de cette lettre³⁶. Quoi qu'il en fût, le cardinal se plia à la volonté du pape et de ses pairs, et la lettre fut transmise le 18 novembre 1965.

Sans vouloir affubler de machiavélisme le cardinal Wyszynski, il faut remarquer qu'il aurait été dans la logique des choses que celui-ci se fut prêté, fût-ce partiellement, à ce genre d'initiative, puisqu'à la longue elle aurait eu de fortes chances de confirmer ses conceptions et de renforcer sa propre position. Car si la lettre réussissait à ouvrir la voie à une réconciliation avec Bonn, le crédit pour ce succès en serait revenu à l'épiscopat, ce qui aurait accru son prestige tant interne qu'international, et démontré de façon spectaculaire la thèse du cardinal selon laquelle l'Église était codéterminatrice de la politique nationale. Si l'entreprise avait échoué à cause du refus, ou de Bonn ou de Varsovie, de s'engager dans la voie tracée, la lettre n'aurait servi qu'à confirmer la futilité de la nouvelle *Ostpolitik* du Vatican ainsi que la situation menacée de l'Église polonaise, cette dernière se trouvant dans l'impossibilité d'en arriver à une entente avec l'Allemagne tout en coopérant avec le régime. Si le cardinal n'a pas pris conscience à l'époque de cette alternative, il reste qu'elle allait se poser par la suite aux dirigeants politiques polonais et les placer devant un dilemme insoluble.

Le prétexte apparent derrière cette lettre fut l'invitation aux fêtes du millénaire polonais. Mais selon l'aveu de ses auteurs, elle cherchait surtout à engager les deux peuples voisins dans un dialogue réciproque³⁷. La majeure partie de la missive n'était en effet qu'une esquisse impressionniste et plutôt émotive des relations complexes entre Polonais et Allemands à travers l'histoire. Par la suite,

35. *Ibid.*

36. Cette conclusion est confirmée par IMHOFF, *op. cit.*, p. 107. Stehle maintient que Wyszynski avait déjà signé la lettre avant la rencontre du 13 novembre, autrement sa version s'accorde avec celle d'Imhoff.

37. Pour les références au texte de la lettre, voir note 4 ci-dessus.

les critiques fusèrent sur des questions de détails tant du côté allemand que du côté polonais sans que ne fut cependant réfutée l'idée principale du message – le caractère changeant des relations entre les deux peuples marqué par des « hauts » et des « bas ». Au fait, ce n'est pas le contenu comme tel qui a nourri les polémiques mais les conclusions tirées de l'analyse et ce qu'il passait sous silence.

De ces conclusions, il faut relever de façon générale l'accent que la Lettre mettait sur la dette de la Pologne vis-à-vis de la culture occidentale et même de la culture allemande. Ce genre d'interprétation historique, bien qu'irritante pour certains Polonais, se situait à la limite des débats traditionnels. Toutefois, certains passages sur l'histoire la plus récente se prêtaient à des interprétations où perçait l'hostilité à l'égard du régime socialiste. Notons, par exemple, la déclaration que « notre pays... n'est pas sorti vainqueur de ce massacre en masse », – c'est-à-dire de la Deuxième Guerre – et les références à la contrainte exercée par les puissances victorieuses – parmi lesquelles la Pologne n'était pas incluse – lors de l'expulsion de milliers de Polonais vivant dans les territoires orientaux et de leur transfert dans ce que la lettre décrivait avec ambiguïté comme les « territoires occidentaux de Postdam »³⁸.

Si on ajoute à cela le fait que la lettre ne disait mot ni de la Russie ou de l'Union soviétique, ou de la RDA, comme si celle-là n'était pas pertinente à l'histoire de la Pologne et que celle-ci ne faisait partie que d'une seule Allemagne à laquelle la lettre aurait été destinée, on comprend mieux les objections qu'elle suscita. On trouve enfin la formule la plus controversée dans l'une des dernières phrases. Les évêques, après avoir compati à la souffrance des expulsés allemands et avoir décrit la frontière sur l'Oder-Neisse comme « un fruit extrêmement amer de la dernière guerre (pour l'Allemagne) » concluaient sur un ton non officiel qu'ils voyaient en cette lettre une continuation de la ligne adoptée par les évêques aux célébrations de Wrocław³⁹.

V – LES RÉACTIONS À LA LETTRE

Pendant cette même période la *Trybuna Ludu* a consacré une attention particulière à la question allemande. C'est presque sous forme d'obsession qu'elle insista sur les diverses péripéties autour du *mémorandum* de l'EKD et qu'elle mit en relief en contrastant l'hostilité des milieux officiels par rapport à certaines réactions progressistes⁴⁰. Il est difficile d'interpréter ces propos autrement que

38. STEHLE, « Im Jahr... », *op. cit.*, p. 267.

39. *Idem*, p. 268, et *Die Zeit*, 17 décembre 1965. Aussi, Radio Free Europe, *Survey Report : Poland*, 6 décembre 1965.

40. *Trybuna Ludu*, 30 novembre 1965 : « Max Reimann sur les problèmes du mouvement ouvrier et le *mémorandum* de l'EKD » ; 1^{er} décembre 1965 : « *Stockholms Tidningen* sur le *mémorandum* de l'EKD » ; 3 décembre 1965 : « Discussion télévisée en RFA sur le sujet de l'Oder-Neisse » ; 5 décembre 1965 : « *Soldaten Zeitung* accueille la promesse de béatification du *pape allemand* » ; 6 décembre 1965 : « Le gouvernement de la RFA ne parlera pas avec l'Église évangélique sur le désarmement. »

comme un avertissement aux évêques concernant les principes à suivre dans la poursuite du dialogue au cas où une réponse serait venue de la part de l'épiscopat allemand.

Effectivement, une réponse allemande fut publiée le 7 décembre, à la suite, apparemment, des consultations entre les cardinaux Wyszynski et Döpfner. Après avoir remercié les évêques polonais « avec émotion et joie », on reconnaissait l'importance des territoires de l'Oder-Neisse pour la Pologne et le fait que l'Allemagne « devait supporter les conséquences de la guerre ». Toutefois, on rappelait la légitimité du « droit à la terre natale » des expulsés allemands, tout en insistant sur le fait que ce droit n'impliquait aucune intention agressive, puisque les Allemands savaient qu'une jeune génération grandissait sur ces terres qu'elle considérait comme sa patrie⁴¹. Pour conciliant qu'il était, ce ton de la réponse allemande était cependant nettement moins concret que celui de la lettre polonaise et beaucoup moins courageux que celui du *mémorandum* de l'EKD⁴². Ces qualités, jugées du côté polonais comme des défauts, ont valu à ce document un accueil dans la presse allemande beaucoup moins divisé que celui qui fut réservé au document protestant⁴³.

Une nouvelle étape dans l'échange se déroula sans que le gouvernement polonais ne se prononçât. Le cardinal Wyszynski a accusé réception de la réponse allemande en la jugeant « positive »⁴⁴. Pour parer aux points de désaccord exprimés dans la réponse, il a annoncé qu'il faisait parvenir à ses confrères allemands une copie de l'histoire de la Pologne écrite par l'historien émigré catholique, Oskar Halecki. Ce dernier geste, curieusement naïf, assumait un caractère plus contestable à la lumière de l'anticommunisme virulent de l'auteur. Pourtant, ce choix n'a pas amené les autorités polonaises à réagir.

C'est le 10 décembre que la campagne de presse contre la lettre des évêques est déclenchée. Les premières attaques vinrent, à l'origine, du *Zycie Warszawy*, quotidien important de la capitale représentant les milieux gouvernementaux, et du *Slowo Powszechne*, organe du *Pax*. Ce dernier s'opposait tout particulièrement à l'orientation occidentale sous-jacente dans l'exposé historique de la lettre tandis que le premier la dénonçait sur tous les plans. Ainsi, *Zycie Warszawy*, sous le titre « Au nom de qui ? », s'est indigné de l'absence de consultation avec le gouvernement, du peu de sévérité des évêques envers les crimes allemands, et de leur manque de fermeté concernant les frontières. L'article citait de nombreux commentaires allemands pour démontrer que la lettre avait apporté de l'eau au moulin des éléments les plus hostiles de la RFA en remettant en cause tant la justice

41. Pour les références au texte, voir note 4 ci-dessus.

42. Voir *Le Monde*, P. J. F., 8 décembre 1965 : « Les évêques tentent d'éviter toute implication politique en acceptant l'invitation de l'épiscopat allemand. »

43. Pour un résumé de la réaction de la presse allemande et mondiale et des extraits surtout favorables à l'initiative, voir WALICKI et CZERSKI, *op. cit.*

44. *Le Monde*, 8 décembre 1965.

des réaménagements territoriaux de 1945 que leur caractère final. Il rappelait que l'EKD avait proposé la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse et il ajoutait sur un ton acerbe que « les évêques allemands (dans leur réponse) accordèrent en fait plus d'attention à leur devoir envers le gouvernement de Bonn et les réfugiés que les évêques polonais à la raison d'État polonaise ». Finalement, l'article s'éleva contre l'ingérence de l'Église dans la politique étrangère en insistant sur le fait qu'une telle intervention n'avait rien à voir avec la mission de l'Église.

La presse du parti tarda encore plus à s'exprimer au sujet de la lettre des évêques. Le 11 décembre, donc un jour après l'attaque généralisée de *Zycie Warszawy*, la *Trybuna Ludu* fit pour la première fois mention de l'affaire sous la forme d'un commentaire à propos des éloges réservées à la lettre par les éléments ouest-allemands les plus hostiles à la Pologne⁴⁵. Il eut cependant vite fait, le lendemain, de rouvrir la critique dans un article reprenant par le style et les arguments les thèses défendues plus tôt par le *Zycie Warszawy*⁴⁶. En dépit de cette similarité, il mérite d'être noté que la *Trybuna Ludu* a cherché à justifier ses critiques en plaçant l'affaire dans un contexte de tension internationale accrue, et en insistant davantage sur la responsabilité qu'il faudrait attribuer au côté allemand pour le tournant nuisible de l'affaire.

Différentes hypothèses ont été avancées pour expliquer la lenteur avec laquelle le régime a répondu à la lettre des évêques. Parmi les explications les moins plausibles, il y a celle qui attache une importance particulière à la visite en URSS de Zenon Kliszko pendant cette même période⁴⁷. Outre l'improbabilité d'une consultation dans un domaine où les Soviétiques avaient renoncé depuis toujours à intervenir, cette hypothèse ne tient pas car un délai chronologique trop important s'est écoulé entre le retour de Moscou de Kliszko, le 5 décembre, et la date du début des premières attaques qui suivirent cinq jours plus tard. La même critique vaut pour les interprétations selon lesquelles le régime a voulu attendre la fin du Congrès des écrivains pour lancer sa campagne de presse ; ce congrès s'est aussi terminé le 5 décembre⁴⁸. D'autre part, l'explication selon laquelle le retard aurait été causé par la difficulté de se concerter avant de commencer une campagne de dénonciation passe à côté de la question : pourquoi aurait-il fallu presque deux semaines, sinon plus, pour arriver à s'entendre sur une politique d'accusation aussi uniforme ?

À notre avis, aucune réponse évidente ne s'impose mais en suivant le cheminement des événements d'un peu plus près, une hypothèse se dégage comme

45. *Trybuna Ludu*, 11 décembre 1965, « Baron von Guttenberg chwali oredzie polskich bisupow ».

46. *Trybuna Ludu*, 12 décembre 1965, « W sprawie oredzia biskupow » (dans l'affaire du message des évêques). Cette article, comme celui de *Zycie Warszawy*, 10 décembre, n'était pas signé.

47. Radio Free Europe, *Survey Report : Poland*, 27 décembre 1965.

48. *Ibid.*

étant à la fois plus plausible que d'autres et mieux appuyée par les faits dont nous disposons. Il faut examiner la réaction du parti polonais à la lettre des évêques et confronter ces divisions avec les attitudes discordantes que nous avons déjà relevées envers le document épiscopal à l'intérieur de l'épiscopat polonais lui-même. C'est cette double épreuve, tant entre l'Église et l'État qu'à l'intérieur de chacune de ces deux institutions qui peut expliquer comment une initiative destinée à des fins de politique étrangère a pu s'effondrer sur des questions internes en figeant une situation internationale qu'elle visait à débloquer.

VI – DIVISIONS ET DISSENSIONS À L'INTÉRIEUR DU PARTI

Depuis les événements de mars 1968 et décembre 1970, on peut reconstituer les rapports entre factions qui existaient à l'intérieur du parti polonais pendant les années soixante⁴⁹. La division principale qui datait de « l'Octobre polonais » et qui avait opposé les communistes nationaux groupés autour de Gomulka aux staliniens dits de « Natolin » s'estompait progressivement⁵⁰. À sa place, se dressait une opposition entre les « centristes » au pouvoir, héritiers indignes des expectations populaires de 1956, et un nouveau regroupement à la fois ultrapatriotique et autoritaire, que l'on pourrait qualifier en quelque sorte de « néostalinistes nationaux ». Ces éléments trouvaient leur appui tant chez les ex-natoliens que chez des anciens adhérents de Gomulka déçus par les divers obstacles que celui-ci avait dressés sur la voie de la continuation du processus engagé en 1956. Les intellectuels se gardaient d'apporter leur soutien à cette nouvelle faction, mais leur propre déception à l'endroit de la politique non libérale et l'attitude hostile du premier secrétaire envers eux les condamnaient à une neutralité qui ne profitait qu'aux adversaires de Gomulka.

En 1968, ces adversaires allaient ouvertement contester la position de Gomulka d'autant qu'en 1965 ils se préparaient déjà à la confrontation. Ces éléments étaient regroupés autour du ministre de l'Intérieur, Mieczyslaw Moczar, un personnage d'origine quelque peu mystérieuse qui s'était distingué comme partisan pendant la guerre et qui avait fait carrière subséquentment dans l'appareil de sécurité⁵¹. De par ce passé militaire et paramilitaire ainsi que de par son attitude chauvine, Moczar rappelait curieusement les dirigeants polonais de droite d'avant-guerre – une particularité qu'il partageait avec le chef du *Pax* et l'ancien militant phalangiste, Boleslaw Piasecki, que l'on peut possiblement considérer comme l'un de ses alliés implicites. Bien qu'au cours des années

49. Voir Nicholas BETHELL, *Gomulka : His Poland, His Communism*, New York : Holt, Rinehart and Winston, 1969, chap. XV et XVI. Les natoliniens furent dispersés par Gomulka en 1964.

50. Voir *Le Monde*, 26 mai 1965, M. TATU, « La Pologne va aux urnes » ; BROMKE, *op. cit.*, p. 200.

51. Des rumeurs persistantes circulent à l'effet que Moczar est un ukrainien de nom différent. Il a été nommé ministre de l'Intérieur après le IV^e congrès en 1964.

soixante, Moczar ait pu établir son influence à l'intérieur de l'appareil étatique et surtout dans les organes de sécurité, sa position au sein du parti était comparativement très faible⁵². Moczar s'employa donc à consolider ses appuis à l'extérieur à partir de l'organisation des anciens combattants polonais (ZBOWID) dont il a assumé la présidence. C'est ainsi que le terme « partisan » a pris une nouvelle signification dans le vocabulaire politique polonais : à part sa référence originale aux résistants de 1939-45 il était également employé pour désigner le camp de Moczar⁵³.

Que le ZBOWID ait pu assumer un rôle de premier plan à l'échelle nationale⁵⁴ est un indice du caractère et de la complexité de la société polonaise. En premier lieu, son poids s'explique par l'importance écrasante de la Deuxième Guerre dans la conscience nationale. Un mouvement qui évoquait cette lutte, dont chaque Polonais était fier et à laquelle des millions avaient participé, était assuré de la sympathie et du respect tant de la part de l'État et du parti que de la nation toute entière. De plus, le ZBOWID occupait une position stratégique importante du fait qu'il regroupait des éléments de la société toute entière en intégrant tant les membres du parti que les Polonais les plus méfiants du régime. Il est significatif que parmi les préoccupations principales de Moczar figurait l'élargissement de la base sociale de ZBOWID réalisé par l'accueil des anciens membres de la résistance non communiste, voire même anticommuniste, et la consolidation des liens entre les membres et l'organisation, grâce aux nombreux avantages sociaux et matériels dont ils pouvaient bénéficier⁵⁵.

La seule idéologie commune à un rassemblement aussi hétérogène consistait en un patriotisme à outrance. C'est d'ailleurs grâce à de tels sentiments que le ZBOWID pouvait maintenir son emprise sur la société, d'autant qu'il ne man-

52. En 1965-66, Moczar n'était que membre du comité central ; il n'allait accéder au bureau politique comme membre suppléant qu'en 1968. Voir BROMKE, *op. cit.*, p. 201.

53. BETHELL, *op. cit.*, p. 259, parle de la lutte pour le pouvoir engagé par Moczar « à partir de 1967 ». Il nous semble clair que cette lutte se déroulait déjà en 1965-66. À part l'incident que nous décrivons ici, voir aussi *New York Times*, 22 juillet 1965 : « Poland Changes Command of National Police Force. »

54. Les paroles de Moczar lors d'un congrès ZBOWID en 1965 n'étaient pas de la vantardise : « ...du fait de l'intégration toujours croissante de nos rangs, nous devenons aujourd'hui une sérieuse force morale et politique, aidant notre parti dans la construction et le renforcement de l'État socialiste, dans la formation des relations vraiment humaines entre les hommes, dans la création de nouvelles valeurs morales et intellectuelles. », dans *Za Wolnosc i Lud*, 1-15 mars 1966.

55. En juillet 1965, Moczar avait noté qu'au cours des neuf derniers mois sous sa présidence presque 13 000 nouveaux membres avaient été recrutés et 141 nouvelles branches s'étaient ouvertes. Il a expliqué que le ZBOWID avait été élargi pour inclure non seulement les membres formels des organisations de résistance mais toute personne qui a coopéré avec ces organisations leur apportant une aide considérable de manière désintéressée. Il a conclu en réclamant de faire preuve de tolérance. *Radio Free Europe, Survey Report : Poland*, 8 juillet 1965. Voir la même source, 29 mars 1965, pour un rapport sur les efforts de l'organisation afin de nouer des liens avec des émigrés polonais à travers le monde.

quait pas de faire appel dans son action à des souvenirs héroïques, au romantisme historique et à la haine envers tout ce qui était allemand. Sur de nombreux points, les sentiments patriotiques du ZBOWID le rapprochaient du nationalisme de l'Église, surtout de celui véhiculé par le cardinal Wyszynski. Le ZBOWID avait donc des raisons d'espérer gagner l'appui de l'Église mais, en fait, les relations entre les deux groupes étaient ambivalentes allant de l'entente à la rivalité en passant par la méfiance ⁵⁶.

Appelés à prendre position sur la lettre des évêques, Moczar et ses « partisans » eurent vite fait de définir une ligne hostile. La nature même de leur mouvement les obligeait à s'opposer à toute initiative qui contribuerait à faire tomber la tension polono-allemande et qui tendrait à faire oublier les souvenirs de la dernière guerre ⁵⁷. À ces considérations s'ajoutaient des calculs tactiques. Face à l'Église, plus on mettait en évidence le peu d'empressement manifesté dans le patriotisme des évêques, plus on soulignait ainsi la tenacité et la pureté du nationalisme des « partisans ». Face au parti, la lettre permettait à Moczar de placer Gomulka dans une impasse : toute approbation serait taxée par l'opinion publique de « mollesse » tant vis-à-vis de l'Église que de la RFA ; d'autre part, une condamnation risquait de faire tourner court toute tentative de rapprochement avec Bonn, de geler l'évolution de la politique du Vatican envers la Pologne et de brouiller la coexistence entre l'Église et l'État.

La suite des événements et la situation interne qui régnait à l'intérieur du parti rendent plausible l'hypothèse selon laquelle Moczar et ses « partisans » seraient à l'origine de l'attaque contre la lettre des évêques. Certes, une telle hypothèse peut difficilement être démontrée, mais elle trouve cependant une confirmation frappante dans un témoignage unique et précieux. Erwin Weit, ancien interprète allemand de Gomulka émigré à l'Ouest depuis 1969, a consacré un chapitre de ses mémoires à l'affaire de la lettre des évêques ⁵⁸. Ici, Weit raconte comment, quelques semaines après les attaques déclenchées par la presse, il fut convoqué à l'immeuble du comité central pour comparer le texte lu par

56. L'ouvrage de MOCZAR, *Zbowidowcy : tradycje i zadania*, Varsovie, 1969, est particulièrement peu révélateur sur les idées de l'auteur ou les buts de son organisation. Une lecture suivie de *Za Wolnosc i Lud* évoque mieux que toute autre commentaire l'ambiance et l'idéologie de l'organisation.

57. Le caractère alarmiste des commentaires du ZBOWID lors des élections en Allemagne fédérale et sa réaction lors des célébrations épiscopales à Wroclaw en septembre sont typiques. Voir, par exemple, *Za Wolnosc i Lud*, 16-30 octobre 1965.

58. Erwin WEIT, *Eyewitness*, London, André Deutsch, 1973, chap. VI, pp. 75-91. En général, cet ouvrage est tendancieux, anecdotique et imprécis. Par exemple, Weit se trompe sur deux faits principaux dans sa description de l'incident en question : la date de retour de Kliszko de Moscou ; le prétendu silence dans la presse « pendant onze jours » après la première attaque (voir, par exemple, *Trybuna Ludu* les 14, 15, 16, 17, 20, 21, 22 et 30 novembre). Toutefois, sa description des éléments en jeu à l'intérieur du parti confirme indépendamment les conclusions que nous tirons de la presse quotidienne.

Gomulka, – et utilisé par les *media* polonais – avec l'original allemand. Weit prétend avoir découvert un bon nombre de falsifications patentes dans la traduction ; d'après la réaction déconcertée de ses interlocuteurs et d'après ses renseignements sur les personnes impliquées dans la transmission du document et ceux responsables pour la découverte de la fraude, il conclua que la campagne contre la lettre avait été montée par les « partisans » après qu'ils eurent induit le premier secrétaire en erreur sur le contenu du texte et dans le but explicite de l'embarrasser politiquement en provoquant une confrontation dont il sortirait, en toute probabilité, affaibli.

VII – LES SUITES DE LA POLÉMIQUE

Il est ironique de constater que la tentative de Moczar avait été favorisée par la riposte du cardinal Wyszynski. La violence des attaques officielles a surpris le primat tout comme le reste de l'épiscopat et la réaction initiale fut celle du repli. À son retour en Pologne, le 12 décembre, Wyszynski se montra ébranlé et sur la défensive. Il déclara devant la foule qui l'accueillait que « les évêques n'avaient pas fait honte à la Pologne ⁵⁹ ». Le 17 décembre, la conférence épiscopale réunie pour préparer une mise au point sur l'affaire publia un communiqué expliquant que les évêques avaient envoyé des invitations au millénaire polonais à tous les évêchés du monde, que la lettre aux Allemands avait un caractère strictement ecclésiastique, et qu'elle n'avait pas remis en question l'inviolabilité des frontières polonaises ⁶⁰. Simultanément, un député du *Znak*, Zawieyski réclama qu'une fin soit mise aux polémiques et, deux jours plus tard, son collègue catholique, Zablocki, prononça un discours parlementaire où il regrettait que certaines formulations de la lettre qui auraient pu donner lieu à de « fausses interprétations ⁶¹ » se soient faites « tristement » sentir dans la société polonaise. Ainsi, l'Église, sans dénoncer le principe même de la lettre, semble être allée aussi loin que de se retracter face à quelques-uns de ses aspects les plus contestés.

59. *Le Monde*, 14 décembre 1965, B. MARGUERITE, « Le cardinal Wyszynski déclare : les évêques n'ont pas fait honte à la Pologne. » Même les commentaires les plus sympathiques à l'Église avouent que la lettre avait été mal reçue par la société polonaise. Voir l'introduction de J. MIEROSLAWSKI au *Dialog polskoniemiecki*, *op. cit.*

60. *Le Monde*, 19–20 décembre 1965 : « Le secrétariat du cardinal Wyszynski : la lettre de l'épiscopat polonais aux évêques allemands n'est pas un document politique. »

61. *Tygodnik Powszechny*, 19 décembre 1965 : « Oswiadczenie kola poslow Znak odczytane w Sejmie 14. XII. » Filipowicz, député catholique du *Caritas*, a ajouté aux propos semblables à ceux du *Znak* une allusion qui pourrait être comprise comme une référence à l'exploitation de l'incident par des factions du parti ou de l'Église : « Nous sommes loin de sous-estimer le poids de toute initiative qui émane de cette autorité morale que sont les évêques catholiques pour nous. » « Nous considérons toutefois que quand il s'agit des intérêts vitaux de la nation le réalisme doit prévaloir... si quiconque pense qu'il peut créer des divisions entre le gouvernement polonais et la société sous prétexte d'avancer certaines propositions politiques pour la discussion ou le dialogue, cette personne se trompe... », dans WALICKI et CZERSKI, *op. cit.*, p. 44.

Toutefois, le conflit reprit à partir du 19 décembre. Le cardinal lança une contre-attaque en se plaignant amèrement de l'absence de toute presse catholique, en affirmant que l'Église et la Nation avaient toujours été inséparables, et en insistant sur le contraste entre les mille ans de l'Église et les vingt ans de pouvoir populaire que le régime venait de célébrer⁶². La presse polonaise, forte des commentaires indignés émanant des pays frères et surtout de la RDA a démenti les déclarations de l'épiscopat en démontrant que les évêques des pays les plus proches, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, n'avaient pas été invités au millénaire⁶³. En guise de réponse à l'accusation que le texte intégral n'avait pas été rendu public, l'État publia sa traduction du document dans le numéro du 17 décembre de la revue *Forum*. Pour remédier au tirage limité du *Forum* et pour rectifier les erreurs de la traduction officielle, la lettre fut lue dans toutes les églises de la Pologne, le 26 décembre⁶⁴.

En dépit d'une brève trêve de Noël, la polémique continua, attisée par les commentaires de la presse ouest-allemande. L'un des commentaires les plus provocateurs reproduits en Pologne fut celui de l'évêque Scharf paru dans *Welt der Arbeit* qui interprétait la lettre comme ouvrant la possibilité d'un dialogue sur la question des frontières⁶⁵. De par ses interprétations différentes, une grande partie de la presse allemande arrivait à des conclusions contradictoires où l'on ne pouvait trouver comme seul facteur commun que celui de l'embarras causé à l'épiscopat polonais. Ainsi, l'opinion allemande était divisée entre ceux qui considéraient la lettre comme constituant une rupture dans l'attitude monolithique polonaise et ceux qui l'utilisaient pour démontrer la futilité de tout dialogue. Évi-

62. WALICKI et CZERSKI, *op. cit.*, p. 162. Le cardinal était profondément indigné par la « trahison » des députés du *Znak*, et ses références aux « calomnieurs » peuvent s'appliquer aussi bien à eux qu'aux dirigeants politiques.

63. *Le Monde*, 28 décembre 1965, (J. B. B.), « Le PC de Berlin-Est condamne la correspondance... » DAIM, *op. cit.*, p. 100, attribue cet oubli des évêques de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie par la désapprobation du primat pour leur politique de compromis avec les régimes en place.

64. Le cardinal avait accusé le régime de dix distortions dans la traduction citée dans *Zycie Warszawy* et *Trybuna Ludu* et reproduite par *Forum*. Celles qui ont été relevées ne nous semblent pas graves ou ont été rectifiées déjà avant la publication dans *Forum*. À titre d'exemple : la lettre polonaise parle des chevaliers teutoniques qui étaient un fardeau compromettant « pour le christianisme européen » ; la traduction substitue « pour l'Église » ; en parlant des terres de l'Oder-Neisse, la réponse allemande parle d'une jeune génération qui grandit « là-bas » et considère ces terres comme sa patrie, transmise à ses pères ; la traduction polonaise aurait omis le mot « là-bas » en laissant l'impression qu'il s'agissait d'une jeune génération allemande qui demeurerait attachée aux provinces perdues. Voir *Tygodnik Polski*, 19 février 1966, dans WALICKI et CZERSKI, *op. cit.*

65. Cette déclaration était d'autant plus inquiétante et gênante que Scharf, comme chef de l'EKD, était supposé représenter des vues progressistes en RFA. L'entrevue fut mentionnée, sans grands commentaires dans la *Trybuna Ludu*, 16 décembre 1965. Le même numéro contenait un article beaucoup plus « choc » sous le titre « Un porte-parole du gouvernement de la RFA utilise le message de l'épiscopat polonais ».

demment, dans les deux cas, il s'agissait de justifier les accusations du régime contre l'Église⁶⁶.

Des réactions de tout genre contre la lettre continuèrent de fuser. Le *præsidium* du *Pax*⁶⁷ trouva les prétentions politiques des évêques incompatibles avec l'esprit de Vatican II, et leur conception de la Pologne contemporaine comme faussée et dangereuse dans la mesure où elle ne faisait pas référence au caractère primordial de son intégration dans le camp socialiste et de l'alliance avec l'URSS⁶⁸. Sous des titres aussi expressifs que « une bonne atmosphère, mais pour une mauvaise politique », la *Trybuna Ludu* et d'autres journaux continuèrent de frapper durement⁶⁹.

L'aboutissement logique de cette campagne fut la décision gouvernementale annoncée le 9 janvier de refuser un passeport au cardinal Wyszynski pour assister à l'inauguration des fêtes du millénaire à Rome⁷⁰. Cette décision marqua l'un des points culminants du conflit. D'un seul coup, l'État ébranlait l'entente établie depuis 1956, y inclus celle qui avait condamné la lettre des évêques. De même, l'État annulait ainsi la possibilité d'une visite papale en Pologne, ce qui empêchait donc la reconnaissance vaticane de ses frontières⁷¹. Finalement, il encourageait ainsi involontairement les éléments les plus intransigeants en RFA et choquait l'opinion publique occidentale en général⁷².

VIII – TENTATIVE DE RÉCONCILIATION ENTRE L'ÉGLISE ET L'ÉTAT

Devant une telle escalade dans les propos tenus, les éléments conciliateurs, plus spécifiquement Kominek et Gomulka, s'empressèrent d'intervenir. Dans une

66. Voir les réactions représentatives dans WALICKI et CZERSKI, *op. cit.*, *passim*.

67. Pour le texte de la déclaration du *Pax*, voir *La Documentation Française*, numéro cité, p. 24-25.

68. Un article de Witold JANKOWSKI dans le *Slowo Powszechne*, 6 janvier 1966 évoque le spectre d'une sainte alliance des émigrés polonais, révisionnistes ouest-allemands et cercles américains inspirés par les professeurs Brzezinski et Griffith.

69. *Trybuna Ludu*, 7 janvier 1966.

70. Le refus était motivé par des « formulations (de la lettre) nuisibles à la raison d'État polonaise ». Apparemment, l'entrevue avec Scharf était citée à titre d'exemple. Voir *East Europe*, février 1966, p. 50. De manière plus générale, le cardinal était accusé d'« activités nuisibles pendant Vatican II » sans spécifier davantage (*Herald Tribune*, 10 janvier 1966).

71. Le Vatican n'a pas commenté l'absence du cardinal lors des fêtes inaugurales du millénaire en laissant entendre qu'il ne souhaitait pas mettre en cause le principe d'une entente avec le régime tel que poursuivi depuis 1963. Voir *Le Monde*, 11 janvier 1966 : « Rome : le voyage du pape en Pologne reste possible. » ; évidemment, cet espoir me semble exagéré. Voir dans le même numéro l'article de B. MARGUERITE, « Après l'interdiction faite au cardinal Wyszynski de se rendre à Rome, le gouvernement polonais chercherait un contact direct avec le Vatican. »

72. Voir WALICKI et CZERSKI, *op. cit.*, *passim*.

entrevue diffusée à la télévision allemande le 10 janvier, l'archevêque de Wrocław s'employa à corriger la première impression que la lettre avait dégagée⁷³. Selon Kominek, l'Église avait déjà abandonné la notion dépassée de la Pologne comme « muraille » contre l'Est et se voyait surtout comme une Église de la paix. Tous les Polonais, aussi bien les communistes que les évêques catholiques, considéraient que la frontière ne pouvait aucunement faire l'objet de tractations puisqu'elle représentait une condition d'existence pour la nation. La notion de pardon exprimée dans la lettre ne devait pas être comprise de manière strictement « mathématique » – est-ce que le Christ n'a pas pardonné le pire criminel ? D'autre part, Kominek insista sur les « meilleures relations de voisin » qui liaient la Pologne à la RDA et fit l'éloge du *mémorandum* de la EKD, ajoutant de manière délicate qu'il était heureux que les évêques catholiques allemands « semblent avancer dans la même direction... »

Gomulka ne tarda pas à réagir à cette offre implicite de réconciliation. Le 14 janvier, il se prononça personnellement pour la première fois sur la question de la lettre dans un discours devant les représentants du front d'unité nationale, où il tint à écarter les objections soulevées précédemment et à les faire disparaître même partiellement⁷⁴. Pour Gomulka, l'objet réel de l'indignation populaire tenait à trois textes : la lettre polonaise, la réponse allemande, et le communiqué épiscopal acceptant cette réponse. Non, on ne pouvait pas accuser les évêques de faire des concessions territoriales. Malgré ses formulations malheureuses et le ton agaçant de leur lettre, personne ne demandait aux évêques de parler un langage marxiste ; on leur demandait tout simplement d'abjurer le langage de la réaction. Les évêques, comme tout citoyen polonais, avaient le droit de s'exprimer sur les questions politiques ; on exigeait, toutefois, de l'Église qu'elle fût loyale⁷⁵.

Le premier secrétaire fit une tirade au sujet du livre que les évêques avaient envoyé à leurs confrères allemands, une histoire de la Pologne par Oskar Halecki, texte prototypique d'une approche traditionnellement catholique et anti-communiste qui dépeignait la période actuelle sous les couleurs les plus sombres⁷⁶. Gomulka fit surtout porter le poids de ses remarques sur le dernier chapitre qui formulait des souhaits ardents pour la « libération » du pays avant le millénaire, sans qu'il sût – à son grand embarras par la suite – que ce dernier

73. L'entrevue est publiée dans DAIM, *op. cit.*, pp. 200–201. L'interviewer était Hansjakob Stehle.

74. Toute la partie du discours qui se référait à la lettre des évêques a été publiée intégralement dans *Trybuna Ludu*, 15 janvier 1966 et reproduit dans GOMULKA, *O problemie niemieckim*, *op. cit.*, pp. 396–406.

75. Dans ce discours, Gomulka reprenait les critiques exactement comme elles avaient été exprimées auparavant dans *Trybuna Ludu*. Cette dernière formulation est presque textuellement celle tirée du numéro du 7 janvier 1966.

76. Halecki avait déjà été attaqué dans des termes semblables dans la *Trybuna Ludu*, 8 janvier 1966, article par Marian ZYCHOWSKI, « Celem dalszego zbliżenia... » (« Dans le but d'un plus grand rapprochement... »).

chapitre de l'édition polonaise publiée à Londres ne figurait pas dans la traduction allemande⁷⁷. Le but de l'opération était partiellement de fournir une explication au refus d'accorder un visa à Wyszynski pour les fêtes inaugurales du millénaire où Halecki figurait au rang des conférenciers d'honneur. L'objectif fondamental de Gomulka était cependant de faire dévier la querelle vers des terrains moins mouvants : une polémique historiographique autour d'un savant émigré était infiniment moins explosive que les accusations et contre-accusations antérieures.

C'est sur un ton raisonnable que fut prononcé l'ensemble du discours. Gomulka se refusa à trancher la question de savoir lequel du millénaire ecclésiastique ou du millénaire étatique était fêté en se bornant à dire que les deux événements se fêtaient conjointement. Il accepta également, quoique de manière fort voilée, « le pas en arrière » de l'archevêque Kominek. Oui, Kominek avait fait marche arrière face à la réaction de la société polonaise lorsqu'il précisa que la lettre n'avait pas d'intention politique et que la notion de pardon s'appliquait uniquement aux pénitents. Dommage que la lettre ne se fut pas exprimée de manière aussi claire et qu'elle n'eût point tenu compte du peu de repentir des cercles dirigeants de la RFA ! Il est également regrettable que le cardinal Wyszynski ne parut point désavouer la notion de la Pologne comme « muraille » chrétienne⁷⁸ !

Dans quelle mesure ce discours tirait-il son origine d'une réticence fondamentale envers la campagne de presse, de la « rétractation » de Kominek, ou de la visite du délégué papal, Mgr Casaroli⁷⁹ ? Il est difficile ici de faire la part des choses. Le discours a certes contribué à étouffer quelque peu la portée des attaques mais il a surtout servi à faire déplacer le débat : dorénavant, la presse n'attaquait qu'une partie de l'épiscopat, le primat étant visé au premier chef. Le jugement qu'a porté le *Slowo Powszechne* du *Pax*, un peu tardivement d'ail-

77. Gomulka semble avoir utilisé l'édition polonaise publiée à Londres par Veritas en 1958 et non pas l'édition allemande publiée par Scheffler Verlag à Francfort-am-Main en 1963. De plus, il semble l'avoir lue superficiellement, puisqu'il accusait Halecki d'avoir nié la participation des armées polonaises dans la prise de Berlin en 1945 alors que Halecki (p. 255) écrit que des unités polonaises sous contrôle soviétiques y étaient. Les propos les plus inflammatoires que Gomulka cite sont remplacés dans l'édition allemande (p. 270) par la phrase « personne ne peut dire combien longtemps la position difficile de la Pologne durera... » Voir T. OLSZYNSKI, dans Radio Free Europe, *Survey Report : Poland*, 17 janvier 1966.

78. Selon Gomulka, dans un sermon le 3 janvier 1966 à Gniezno, Wyszynski avait dit : « Nous continuerons partout et chaque fois que c'est nécessaire de témoigner de notre présence dans le monde chrétien et catholique comme muraille du christianisme. » (*Trybuna Ludu*, 15 janvier 1966). Une traduction plus exacte serait « avant-muraille » ; la traduction de la *Documentation Française* de « bastion » nous semble peu précise.

79. Apparemment, vers la mi-janvier, monseigneur Casaroli, sous-secrétaire d'État au Vatican pour l'Europe orientale, a passé une journée à Varsovie. Nous ne possédons aucun détail sur cette visite. Voir Radio Free Europe, *Survey Report : Poland*, 24 janvier 1966.

leurs, sur l'entrevue de Kominek se résumait à constater qu'il s'agissait d'un nouvel élément qui rompait avec la lettre⁸⁰. Après s'être longuement opposé à tout compromis sur le sens de l'interprétation à apporter à la lettre des évêques, Moczar dénonça au *præsidium* du ZBOWID les « quelques évêques polonais qui sont entrés sur une voie infâme...⁸¹ ». Ainsi, la tentative de Gomulka de clore le débat se heurtait-elle sur une distinction qu'il avait lui-même soulevée.

Durant cette même période on continua d'œuvrer dans le sens d'une atténuation du conflit. Kominek accorda une nouvelle entrevue où, après avoir réaffirmé le caractère non politique de la lettre, il regretta l'exploitation que l'on en fit dans un esprit contraire au Concile. Curieusement, il se plaignit du fait que certaines personnes l'accusaient d'être « un agent du parti communiste...⁸² ». Dans un sermon prononcé le 8 février, il retourna les arguments de ses adversaires en précisant que c'était la campagne de presse qui nuisait à la raison d'État polonais, en ajoutant que les évêques avaient invité leurs confrères du monde entier précisément pour démontrer la réalité de la coexistence en Pologne⁸³. D'autre part, l'évêque Scharf s'efforça de rectifier le tir de ses commentaires initiaux en excluant du dialogue qu'il espérait mener avec les Polonais⁸⁴, la question de modification de frontières.

IX — LA CONTRE-ATTAQUE ÉPISCOPALE ET LE DÉNOUEMENT

C'est durant cette période de tâtonnements diplomatiques et de « réinterprétations » prudentes que le cardinal Wyszynski revint à l'attaque en renchérissant même sur ses déclarations précédentes. Le 12 février, dans un sermon qui

80. Voir Radio Free Europe, *Survey Report : Poland*, par Jadwiga MIECZKOWSKA, 17 janvier 1966.

81. Il a continué en disant : « ... (certains évêques) ont été aveuglés par la haine du cardinal Wyszynski pour le socialisme en Pologne et ils sont prêts à signer un pacte avec le diable lui-même afin de rendre difficile et de retarder tout ce que l'on qualifie de progrès... pas tous les évêques sont de cette opinion mais certains évêques signeraient une alliance avec les vampires hitlériens contre le socialisme, contre la Pologne. », dans *Za Wolnosc i Lud*, 16-28 février 1966.

La revue du ZBOWID dans les semaines précédentes avaient consacré une partie énorme de ses articles au problème de la Lettre. Par exemple, parmi les lettres à l'éditeur, on voit les questions d'un monsieur Rusinek : « Est-il vrai que dans le message il y avait une demande pour le pardon ? Est-il vrai que dans le message les terres occidentales sont appelées « terres occidentales de Potsdam » ? Est-il vrai que le message ne reconnaît pas la nation et l'État polonais comme victorieux ? Est-il vrai qu'on peut rendre les Polonais responsables pour des souffrances et sacrifices des réfugiés allemands ? », *Za Wolnosc i Lud*, 1-15 février 1966.

82. Ces personnes ne pouvaient être que des catholiques polonais et même ses confrères épiscopaux. Voir l'entrevue dans *Die Furche*, 19 février 1966 réalisé avec Kurt Skalnik.

83. *Le Monde*, 8 février 1966 : « La campagne passionnée contre l'épiscopat a porté un grave préjudice aux intérêts nationaux de la Pologne. »

84. Pour des extraits de l'entrevue de Scharf avec la radio-télévision allemande, 7 février 1966, voir WALICKI et CZERSKI, *op. cit.*

dut désespérer Kominek tout comme Gomulka, le cardinal nia que la lettre des évêques était dépourvue d'un contenu politique et accusa les hommes politiques de ne pas avoir su profiter de la perche qu'on leur tendait. En traitant le régime dédaigneusement d'« État qui s'enorgueillit de ses succès et qui est obligé d'acheter du blé du Canada », le primat profita de l'occasion pour rappeler que « lorsque les parlements étaient incapables d'agir ils avaient demandé à l'Église de leur venir en aide ». En flagrante contradiction avec les propos tenus à plusieurs reprises par son collègue de Wroclaw, il affirma que « nous continuerons partout et à tout moment possible de manifester notre présence comme une muraille du christianisme ». Finalement, il conclut en disant que « nous avons rendu un service à la Pologne et nous n'avons pas à le justifier ou à l'expliquer à personne ⁸⁵ ».

Nous avons déjà discuté la conception du rôle de l'Église en Pologne et les raisons que pouvait avoir le cardinal de s'en prendre à la lettre des évêques sur un ton aussi agressif. Qu'il suffise de dire ici que ce discours surprenant eut l'effet incendiaire auquel on pouvait s'attendre. Une nouvelle campagne de presse associée d'attaques personnelles scandaleuses déferla sur le primat, ce qui eut pour effet de renforcer la solidarité de l'épiscopat et la sympathie des fidèles ⁸⁶. Il ne serait pas exagéré de dire qu'accablé d'injures le cardinal en sortit triomphant.

Les véritables pourparlers d'apaisement ne commencèrent qu'après la publication de deux documents qui résumaient les positions des adversaires. Le 5 mars, l'agence de presse officielle publia une lettre du secrétaire de l'épiscopat datée du 10 février et une réponse à cette lettre du président du Conseil des ministres ⁸⁷. La lettre épiscopale protestait contre l'affaire du visa refusé au cardinal affirmant que les reproches de l'État ne résultaient pas d'une étude du document mais « de la réaction à l'égard de ce document d'un troisième élément, notamment la presse révisionniste d'Allemagne occidentale ». De plus, l'épiscopat réitérait le caractère non politique de son initiative originale, se référant au *mé-morandum* de l'EKD pour étayer ses thèses et s'irritait des graves erreurs de traduction dans le texte gouvernemental.

La réponse de Cyrankiewicz équivalait à une révision générale des contre-arguments évoqués tout le long de l'hiver. Elle réaffirmait la nature politique de

85. Radio Free Europe, *Survey Report : Poland*, 14 février 1966.

86. Le *Sztandar Mlodych* était peut-être le plus assidu dans cette campagne mais dans la *Trybuna Ludu*, 5 février 1966, on pouvait déjà lire une dénonciation de Wyszynski par un ancien camarade de classe et dans le même journal le 14 février 1966, « My nie mozemy pochwalac zla » (« nous ne pouvons faire l'éloge du mal »), le cardinal était lié avec des activités pro-fascistes dans les années trente. L'article d'Imhoff (*op. cit.*), qui parle de la dépendance financière de l'épiscopat polonais sur l'Église allemande fut facilement exploité contre le primat.

87. Voir la *Documentation Française*, numéro cité, pp. 13-20 pour les textes intégraux.

la lettre, chacune des formules étant minutieusement disséquée et rejetait les accusations de fausse traduction tout en insinuant que les évêques eux-mêmes étaient divisés⁸⁸. De plus, et ici les propos de Cyrankiewicz ne correspondaient pas avec ceux de Gomulka, on revenait dans la réponse à l'argumentation classique du régime selon laquelle les terres de l'Oder-Neisse n'étaient pas une compensation pour les pertes polonaises, mais un retour dans les provinces traditionnellement polonaises de droit.

Simultanément à la lettre du secrétaire épiscopal qui représentait un compromis dans le sens des vues exprimées par Wyszynski, l'épiscopat signa une lettre pastorale rédigée par Kominek et lue dans toutes les églises catholiques de la Pologne le 6 mars⁸⁹. Cette lettre faisait curieusement contre-poids au document du secrétaire épiscopal et démontrait clairement le désaccord au sein de l'épiscopat. On lisait que l'Église ne se prenait pas pour le porte-parole de la nation, qu'elle entendait les mots de pardon utilisés envers les évêques allemands dans un sens strictement religieux, et qu'elle considérait son message comme une continuation de la ligne prise à Wrocław en septembre 1965.

Après un nouveau silence qui ne peut être difficilement expliqué autrement que par l'existence de divergences de vues au sommet, la *Trybuna Ludu* publia le 17 mars de larges extraits de la lettre pastorale. Selon des observateurs attentifs, c'était une façon subtile pour le régime de signifier son acceptation de la rectification et des excuses présentées. L'affaire n'était pas tout à fait close puisque, le 23 mars, Gomulka y revint en critiquant Wyszynski d'avoir prétendu qu'il n'y avait pas de querelle réelle entre l'Église et l'État, ce qui amena l'archevêque Kominek à s'expliquer de nouveau dans une entrevue au *Stern*. Toutefois, le débat semblait épuisé et dorénavant les deux partis allaient concentrer leurs polémiques autour des fêtes du millénaire, sujet nouveau de controverse abordé déjà dans la *Trybuna Ludu* du 24 mars⁹⁰.

CONCLUSION

Nous n'entendons pas ici suivre les débats parallèles qui se sont poursuivis en RFA pendant les événements que nous venons de décrire. Pourtant, à notre avis, un élément nouveau semble percer dans le discours politique à Bonn à cette période. Ce nouvel élément s'articule autour de la vague notion que l'Allemagne aura à faire certains sacrifices si elle veut obtenir sa réunification et parmi ces sacrifices on donnait à entendre qu'il fallait inclure l'acceptation de la res-

88. Cyrankiewicz écrivait (*ibid*, p. 20) : « il est bien connu que tous les évêques ne partagent pas le point de vue de la direction de l'épiscopat sur certaines questions... » et il cite l'exemple du « bastion » du christianisme en laissant entendre qu'il s'agit de beaucoup plus.

89. Le texte presque intégral se trouve dans *Trybuna Ludu*, 17 mars 1966.

90. Selon STEHLE, « Im Jahr... », *op. cit.*, p. 269, les commentaires polonais se bornaient à reprocher aux évêques allemands d'avoir manqué de sens diplomatique.

ponsabilité morale envers ses voisins et la reconnaissance des frontières sur l'Oder-Neisse. Cette proposition n'était pas nouvelle mais ce n'est qu'à la suite du *mémorandum* de l'EKD et des lettres catholiques qu'elle sortit de la pénombre de ce qui n'était que pure spéculation pour entrer dans l'ordre des possibles politiques que l'on pouvait légitimement considérer⁹¹. De façon vague, timide et hésitante, c'est cette notion qui allait être avancée par les dirigeants allemands à compter de l'entrevue que Grald, ministre pour les réfugiés, accorda au *Spiegel* le 17 janvier 1966, et depuis la note de paix du chancelier Erhard du 25 mars 1966⁹².

Les péripéties polonaises qui ont entouré l'affaire de la « lettre des évêques » ont favorisé l'approfondissement et la radicalisation des débats allemands autour du dialogue polono-allemand. Elles ont cependant aussi empêché ceux qui en Pologne favorisaient un rapprochement de poursuivre leur objectif⁹³. Si Hegel invoque « la ruse de la raison » pour démontrer comment les hommes réalisent les desseins dont ils sont eux-mêmes inconscients, on pourrait faire appel ici, toutes proportions gardées, à une de ces petites ruses de l'histoire qui renversent les desseins les mieux planifiés et les plus prometteurs.

91. Déjà après le mémo de l'EKD, le *Times* avait fait remarquer que « quelque chose d'essentiel avait changé en Allemagne depuis le mémo de l'EKD... qui a osé s'attaquer aux tabous politiques... obligeant un nombre toujours croissant d'Allemands à se sortir la tête du sable... », 7 décembre 1965. Ce genre de commentaire se trouve avec une fréquence accrue dans la presse étrangère au début de 1966. Voir, par exemple, l'*Economist* du 29 janvier 1966, qui évoque l'inquiétude des Ouest-Allemands responsables face à l'isolement croissant de leur pays.

92. *Der Spiegel*, 17 janvier 1966 : « Noch Karten für einen Grand mit vieren ? », pp. 22-27. Pour la note Erhard du 25 mars 1966 voir Keesing's Research Report 8, *Germany and Eastern Europe since 1945*, New York : Scribner's, 1973, pp. 198-205. L'article d'IMHOFF, *op. cit.*, est typique comme expression de cette réévaluation en Allemagne. Pour des réactions dans la presse étrangère à l'entrevue de Gradl, voir *Le Monde*, 18 janvier 1966, « un membre du gouvernement de Bonn envisage des concessions territoriales pour la réunification » ; pour la réaction polonaise, *Trybuna Ludu*, 16 janvier 1966 : « Min. Gradl powtarza rewizjonistyczne tezy bonskie » (« Le ministre Gradl répète les thèses révisionnistes de Bonn »).

93. C'est ce que André Fontaine semble entendre en parlant en février 1966 de l'impossibilité pour le moment de négociations entre Bonn et Varsovie à cause du « climat » à Varsovie. *Le Monde*, 6-7 février 1966 : « La France, l'Allemagne, les frontières et l'atome. »